

**Séance ordinaire du
mardi 17 juillet 2018**

L'an deux mille-dix-huit et le dix sept juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Nancy CANAUD, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Luc ALBERNHE, Maud BODKIN ayant donné pouvoir à Jean-Luc COUSQUER, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Daniel BOULET ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI, Gérard CASTRE ayant donné pouvoir à Bernard TRAVIER, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Titina DASYLVA, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Christophe COUR, Vincent HALUSKA ayant donné pouvoir à Dominique MARTIN-PRIVAT, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Sonia KERANGUEVEN ayant donné pouvoir à Michèle DRAY-FITOUSSI, Chantal LEVY-RAMEAU ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Hervé MARTIN ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Sophia AYACHE, Marie-Hélène SANTARELLI ayant donné pouvoir à Max LEVITA.

Absents :

Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Jacques DOMERGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO.

Excusés : Robert BEAUFILS, Patrick VIGNAL.

**Diagnostic global d'entrée relatif à l'expérimentation de la certification des
comptes - Rapport d'observations définitives - Synthèse à l'assemblée délibérante**

La loi n°2015-991 du 07 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République, prévoit que « la Cour des comptes conduit, en liaison avec les chambres régionales des comptes, une expérimentation de dispositifs destinés à assurer la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements. Cette expérimentation doit permettre d'établir les conditions préalables et nécessaires à la certification des comptes du secteur public local, qu'il s'agisse de la nature des états financiers, des normes comptables applicables, du déploiement du contrôle interne comptable et financier ou encore des systèmes d'information utilisés. Cette expérimentation est ouverte, trois ans après la promulgation de la présente loi, pour une durée de cinq ans ».

Cette démarche est donc une nouvelle étape dans l'évolution des finances publiques et de leur contrôle.

Après avoir candidaté à l'expérimentation de la certification de ses comptes, la Ville fait partie des 25 collectivités (dont 10 communes) retenues pour engager la démarche de certification garantissant le niveau de qualité de tenue de leurs finances. Sur les 10 communes retenues parmi les 25 lauréats, deux communes seulement comptent plus de 200 000 habitants : Montpellier et Paris.

La Ville de Montpellier, qui souhaite être pionnière de cette nouvelle évolution des finances publiques, s'est engagée dans la démarche d'expérimentation de la certification de ses comptes, dans l'objectif de rationaliser ses procédures internes et d'améliorer la fiabilité de ses états financiers.

Dans le cadre de la convention définissant les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation à la certification des comptes de la Ville, et en application de l'article 110 de la loi du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, la formation commune à la Cour et aux chambres régionales des comptes a arrêté la synthèse annexée à la présente délibération.

Cette synthèse qui fait suite à la première phase de l'expérimentation, retranscrit les recommandations que la Ville doit mettre en place pour que ses comptes puissent être certifiés. Elle pointe notamment :

- L'actualisation des montants des participations financières détenues: sur ce point, la Ville et son comptable public ont procédé à la régularisation des immobilisations financières inscrites dans le bilan de la collectivité.
- La comptabilisation des opérations de transferts à la Métropole : Sur le dernier semestre, des transferts d'immobilisations immobilières ont été réalisés entre la Ville de Montpellier et la Métropole pour un montant de 210 819 609,37 €. A ce même conseil municipal, des actifs seront transférés à la Métropole en pleine propriété pour un montant de 360 012 458,94 € représentant ainsi au total 570 832 068,30 €.
- La mise en place des inventaires physiques : l'inventaire comptable est à jour au 31/12/2017 mais pour renforcer sa sincérité et l'exhaustivité des biens retranscrits, la Ville a débuté l'élaboration d'une procédure plus formalisée de suivi de l'inventaire physique de la collectivité. Il est noté que cette recommandation concerne 23 collectivités sur les 25 expérimentatrices.

Cette synthèse clôture la phase 1 de l'expérimentation de la certification des comptes des collectivités locales. La phase 2 consistera à mener en accompagnement de la cour des comptes des audits ciblés sur certaines thématiques jusqu'en 2019. La 3^{ème} étape sera la certification à blanc par un commissaire aux comptes des comptes de la Ville sur les exercices 2020 à 2022. La certification réelle interviendra sur l'exercice 2023. Chaque phase donnera lieu à une synthèse à soumettre au Conseil Municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte de la synthèse du diagnostic global d'entrée.

Le Conseil municipal prend acte.

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 23 juillet 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Synthèse DGE

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180717-40892-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 23/07/18
Réception en Préfecture : 23/07/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.